



Réseau mondial

d'organisations de la société civile
pour la réduction des catastrophes

SI NOUS NE NOUS DONNONS PAS LA MAIN...

Rapport condensé

Vues du front 2011

Rapports locaux sur les progrès concernant la réalisation du Cadre d'action de Hyogo, accompagnée de recommandations stratégiques pour une mise en œuvre plus efficace.

Mai 2011





20,000 vues sur la « gouvernance locale des risques » et 57 vidéos d'études de cas ont été rassemblées par 511 organisations dans 69 pays pour constituer Vues du front 2011

VFL 2011 est la deuxième étude dans un programme de recherche et d'apprentissage permanent qui collecte et transmet les opinions concernant les progrès en matière de réduction des risques de catastrophe sur le front – là où la plupart des personnes les plus vulnérables vivent et travaillent. 7 000 personnes de 48 pays ont participé au premier ensemble de recherches, VFL 2009, qui a montré que les progrès dans l'établissement de politiques et de législation nationales n'avaient pas entraîné de transformations profondes dans les pratiques locales. Une culture gouvernementale constructive, ouverte à la formation de partenariats locaux, était considérée comme le facteur le plus important pour accélérer la mise en application, à l'échelon local, des politiques de réduction des risques. C'est pour cela que VFL 2011 a mis l'accent sur la gouvernance locale des

risques – qu'est-ce qui fonctionne et qu'est-ce qu'il faut améliorer ?

Le rapport complet VFL 2011 est disponible sur www.globalnetwork-dr.org. Un processus permanent de consultation est maintenant en cours aux échelons international, national et local pour étudier les implications de ces résultats et étayer l'accélération de l'activité de réduction des risques à l'échelon local.

Ce document donne les grandes lignes et invite les personnes, organisations et institutions qui travaillent à tous les niveaux à prendre des engagements précis, à traduire en action les politiques de réduction des risques afin d'agir sur le front, là où les personnes les plus vulnérables continuent de perdre leurs moyens de subsistance et leur vie dans des catastrophes.

Dans le but de réduire substantiellement, d'ici à 2015, les pertes en vies humaines et en moyens de subsistance causées par les catastrophes, 168 pays ont adopté le Cadre d'Action de Hyogo 2005-2015 (CAH) lors de la Conférence mondiale sur la réduction des catastrophes, qui s'est tenue en 2005 au Japon. Pour aider à mesurer les progrès, les Nations Unies ont publié en 2009 et 2011 des Rapports d'évaluation mondiale. Voir www.unisdr.org pour d'autres renseignements. Le programme VFL est conçu pour soutenir et compléter ce processus de suivi et de bilan coordonné par les Nations Unies, en présentant une perspective « ascendante » à partir des personnes qui vivent et travaillent en première ligne des catastrophes.



Réseau mondial
d'organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes

Le Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR) est un réseau de plus de 500 organisations de la société civile qui s'intéressent à une mise en œuvre efficace des politiques de réduction des risques de catastrophe sur le « front », là où des milliards de personnes vulnérables aux catastrophes vivent et travaillent.



Consulter www.globalnetwork-dr.org/VFL2011, pour l'ensemble des détails de VFL 2011 y compris les données par pays, les informations générales et plus de 90 « Actions sur le front », des études de cas qui mettent en lumière des réussites et des échecs de gouvernance locale des risques.

« SI NOUS NE NOUS DONNONS PAS LA MAIN... »

Lawrence Temfwé dirige une petite ONG au centre de la Zambie. La vie des personnes avec qui il travaille est caractéristique de celle qui est vécue sur le front dans le monde entier. Ces personnes font face aux nombreuses difficultés que sont les catastrophes naturelles, sociales et économiques, la sécheresse, la famine, les inondations, le VIH et le sida, la croissance du chômage et la pénurie de services de base.

Lawrence interpelle les autorités locales et nationales pour qu'elles agissent. Mais il interpelle également les populations locales pour qu'elles jouent le rôle qui leur incombe. Lawrence est fermement convaincu que les administrations locales, les gouvernements nationaux, les entreprises, la société civile, les associations communautaires et les groupes religieux ont tous besoin de reconnaître quels sont les rôles et les responsabilités qui leur incombent. Ce n'est que lorsqu'ils commenceront à travailler ensemble – en étant à l'écoute des différents points de vue, en formant des partenariats, en faisant participer tout le monde, en construisant une compréhension claire des besoins et des ressources, et en travaillant d'un commun accord à les garantir – que la vie des populations s'améliorera. « Si nous ne nous donnons pas la main, dit-il, aucune personne ni aucun groupe ne pourra à lui seul produire le changement désiré. »

Le bilan biennal du Cadre d'Action de Hyogo (CAH), qui aura lieu en mai 2011 à Genève, appelle à « une augmentation significative des investissements consacrés à une mise en œuvre locale ». Cet appel est lancé sur toile de fond d'une mise en œuvre limitée et fragmentaire en ce qui concerne le déroulement du cadre.

Nous croyons que la réponse au défi que pose une mise en œuvre efficace du CAH se trouve dans les paroles de Lawrence :

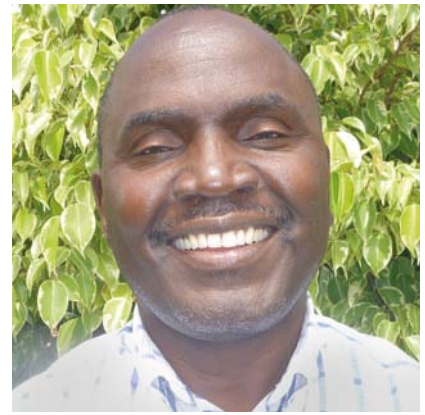
« **Si nous ne nous donnons pas la main...** »

VFL 2011 s'intéresse à « la gouvernance locale des risques »

Les résultats de VFL 2009 et l'expérience des praticiens de réduction des risques à base communautaire qui appartiennent au réseau GNDR montrent que, là où les personnes sont **incluses** à l'échelon local et ont la possibilité de **participer**, là où la **capacité locale** est renforcée et les **moyens** sont maximalisés et consolidés, et là où l'**information** concernant les risques est disponible et les responsabilités sont claires, alors il peut y avoir de réels progrès dans l'accélération de la mise en œuvre d'une activité de réduction des risques à l'échelon local.

L'administration locale est un maillon critique dans la chaîne ; par la coordination des ressources gouvernementales et la coopération avec toutes les parties prenantes à l'échelon local pour réduire les risques de catastrophe. La gestion de l'information, la communication, la consultation, la coordination, la prise de décision et l'affectation des ressources sont les éléments constitutifs de la « **gouvernance locale des risques** ».

Les indicateurs pour repérer les progrès dans ces domaines ont été choisis comme un moyen d'étude du domaine de la « gouvernance locale des risques » sur le front, utilisable par VFL 2011.



‘Si nous ne nous donnons pas la main, aucune personne ni aucun groupe ne pourra à lui seul produire le changement désiré’

Vingt indicateurs de gouvernance locale des risques en action

INCLUSION ET PARTICIPATION

Participation
Relations hommes-femmes
Enfants & Jeunes
Bénévoles
Partenariat

CAPACITÉ ET MOYENS LOCAUX

Politiques
Capacités autochtones
Planification
Moyens financiers
Décentralisation
Expertise
Formation
Gestion de l'information
Coordination gouvernementale

OBLIGATION DE RENDRE COMPTE ET TRANSPARENCE

Valeurs de référence
Suivi et rapports
Suivi participatif
Procédures de dépôt de plainte
Collecte des informations
Diffusion de l'information

Les 20 indicateurs sont présentés dans le rapport VFL 2011 www.globalnetwork-dr.org/VFL2011



ACTIONS SUR LE FRONT

Principaux résultats de VFL 2011

57%

des personnes pensent que les pertes dues aux catastrophes ont augmenté au cours des cinq dernières années. 21 pensent qu'elles ont diminué.

- Les personnes interrogées dans 58 pays pensent que les pertes (vies, moyens de subsistance et biens) dues aux catastrophes ont augmenté. 9 pays seulement font état d'une diminution.
- À moins d'une intensification massive de l'action à l'échelon local, le CAH ne parviendra pas à une réduction substantielle des pertes dues aux catastrophes d'ici à 2015.

Pour les gens, la situation empire, plutôt que d'aller mieux.

Plus de 90

études de cas ont été communiquées. Nombre d'entre elles sont accompagnées de photos ou de vidéos. Elles apportent une information qualitative précieuse, pratique et contextuelle, sur les contraintes, les bonnes pratiques et tout ce qui est nécessaire pour parvenir à une « réduction substantielle des pertes ». Elles étaient les résultats provenant des données quantitatives.

Voir les vidéos « Actions sur le front » sur <http://www.globalnetwork-dr.org/acting-for-change.html>

La gouvernance locale des risques réalise un score de

2,4 out of 5

« très limité/quelques activités, mais une grande marge d'améliorations possibles »

- Les progrès nationaux ne parviennent pas jusqu'au front – l'écart se creuse et la conclusion de VFL 2009 est toujours d'actualité : « *Des nuages... mais toujours aussi peu de pluie* »
- Aucun des 69 pays consultés par VFL 2011 n'a fait état de progrès « *substantiels* » à l'échelon local, donnant des évaluations notablement plus basses – semblables à celles du bilan VFL 2009 où le score moyen était de 2,36.
- 48 des 82 **gouvernements nationaux** ont fait état pour eux-mêmes de progrès « *substantiels ou généraux* » pour les indicateurs de gouvernance des risques dans le GAR 2011, pour l'Action prioritaire 1 [attribuant un score de 3,4 sur 5]. À l'inverse, les administrations locales se sont auto-attribué un score de 2,8 sur les indicateurs de gouvernance des risques – « *très limité/quelques activités, mais une marge importante d'améliorations possibles* ».

Classement :

Pour répondre aux questions quantitatives veuillez utiliser les scores suivants :

- 1 Non, pas du tout
- 2 Dans une mesure très limitée
- 3 Quelques activités, mais une grande marge d'améliorations possibles
- 4 Oui, mais avec des capacités et des ressources encore limitées
- 5 Oui, avec des mesures satisfaisantes, durables et efficaces mises en place
- X Nous ne le savons pas



Classement pour les questions de VFL 2011

20 000 personnes de 69 pays ont répondu à l'enquête VFL 2011.

La méthodologie de celle-ci est présentée dans le rapport VFL 2011. www.globalnetwork-dr.org/VFL2011

Les études de cas « Actions sur le front » soulignent combien la participation et l'implication communautaires sont importantes pour déboucher sur de plus grands investissements dans l'action locale.

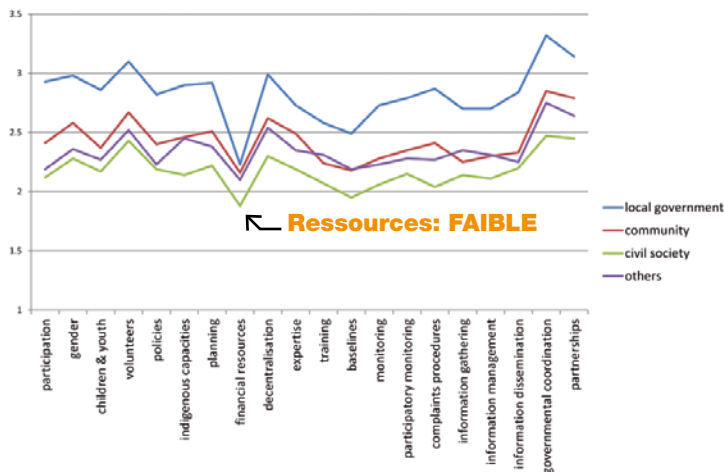
SMS en provenance du front



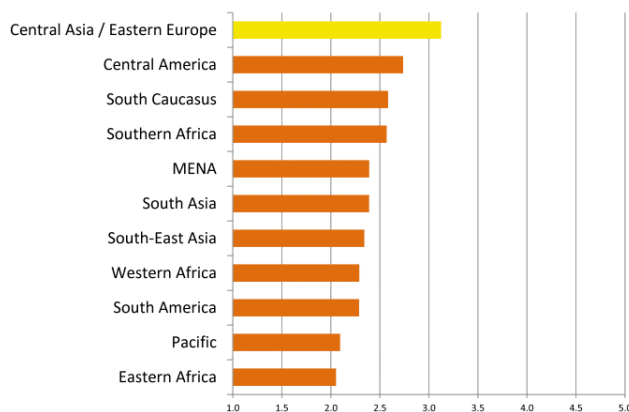
Avec l'aide des spécialistes de txeagle, VFL2011 a eu recours aux technologies d'Internet et des téléphones mobiles, pour réaliser une enquête pilote auprès de personnes vivant dans des pays touchés par des catastrophes.

36 000 personnes interrogées ont renforcé les grandes lignes des constats de VFL : en général, on considère que les pertes dues aux catastrophes sont en augmentation.

Une étude de marché plus poussée est nécessaire, mais avec un taux d'accès au téléphone mobile de 80% dans la plupart des pays touchés par des catastrophes, au revenu faible à moyen, et des coûts relativement faibles par comparaison avec les autres formes de recherche, le pilote VFL 2011 indique un fort potentiel d'utilisation ultérieure – non seulement pour la réponse aux catastrophes comme ce qui a été vu en Haïti et au Pakistan, mais aussi pour une large gamme de travaux de réduction des risques, y compris l'augmentation spectaculaire d'étendue et de couverture du programme Vues du front.



Scores moyens des indicateurs de gouvernance



Évaluation de la gouvernance à l'échelon régional

Des moyens inadéquats constituent un frein important à la mise en œuvre des politiques et des plans

« Ressources financières » est l'indicateur ayant obtenu le score le plus faible à 2,1, pour la totalité de l'échantillon.

L'attribution de moyens financiers est un indice de l'engagement politique. Ce ne sont pas seulement les collectivités, mais aussi les administrations locales qui ont fait état de façon marquée de faibles progrès dans ce domaine – ce faible score met le doigt sur le besoin urgent d'augmenter les investissements directs dans l'action locale.

« Les administrations locales n'ont pas le soutien du gouvernement central, ainsi alors que les responsabilités sont décentralisées, il ne leur est pas attribué des moyens suffisants. » *Honduras: VFL 2011*

Ceux qui ont de l'influence sur les gouvernements peuvent façonner les décisions prises relativement à l'attribution des moyens. Les personnes les plus vulnérables ont le moins d'influence, leurs besoins et leurs priorités sont donc ignorés.

Mais ce n'est qu'une partie du tableau. La capacité d'un pays à réduire les pertes dues aux catastrophes ne dépend pas seulement des moyens financiers. Les études de cas, « Actions sur le front » montrent que l'optimisation des moyens nécessite une plus grande sensibilisation publique aux risques et une plus grande participation publique, qui peuvent augmenter la reddition publique de comptes et la transparence. Le renforcement de la résilience est un défi plus politique que financier.

Une étude faite spécifiquement auprès des femmes montre qu'elles sont souvent exclues de la prise de décisions, mais qu'elles apportent des idées et des contributions importantes qu'il faudrait prendre en compte. L'étude portant sur les enfants et les jeunes a souligné le manque de formation et de sensibilisation de ces groupes, manque qui doit être comblé pour favoriser la participation. (Voir le rapport VFL2011, www.globanetworf-dr.org/VFL2011)

« Se donner la main » à tous les échelons renforcera la gouvernance locale des risques

« Alors, viendra-t-il ce jour où nous commencerons à travailler ensemble, société civile et administration locale ? En fait, nous ne sommes qu'une seule collectivité touchée par les mêmes catastrophes. C'est une grande question et sa réponse est simple en présence de bonne volonté pour renforcer nos sociétés et devenir plus forts. » *Lebanon: VFL 2011*

Il est évident que toutes les causes structurelles de vulnérabilité ne pourront pas trouver leur solution au seul échelon local. Les institutions, organisations et populations à tous les échelons ont un rôle à jouer. Les discussions sur la réforme et le renforcement des capacités de gouvernance locale des risques doivent s'inscrire dans le défi plus large des réformes politiques de gouvernance nationale. Même s'il n'existe pas de solution passe partout, valable pour tous les pays, un nombre croissant d'indices montre que l'optimisation des ressources locales et nationales pour la gestion des risques de catastrophe à l'échelon local demande de prendre l'engagement à une gouvernance participative et à des partenariats avec des parties prenantes multiples.

En Amérique centrale, les catastrophes récurrentes ont poussé les gouvernements à adopter, dans leurs approches de réduction des risques de catastrophe, des principes de participation, de partenariat, de transfert des responsabilités à l'échelon compétent le plus bas sans oublier l'obligation de rendre compte. *Rapport sur les catastrophes dans le monde 2010* (disponible sur www.ifrc.org)

Intuitivement, nous savons que nous pouvons faire plus en travaillant ensemble. Entreprendre en priorité des actions qui débouchent sur le dialogue, la confiance, la compréhension mutuelle et des relations constructives y contribuera.

Si donc nous croyons que se donner la main est la voie à suivre, alors donner les moyens à tous ceux qui travaillent ensemble à l'échelon local – pour travailler efficacement avec le gouvernement national – est un objectif majeur.

Les progrès à l'échelon local nécessitent le travail en commun de tous – internationalement, nationalement et localement.

Travailler ensemble exige une gouvernance locale efficace des risques. La compréhension et la cartographie des risques qui menacent les populations fournissent un excellent point de départ pour travailler en commun et construire la confiance et une compréhension mutuelle.

Travailler en partenariat pour attaquer des risques est la voie à suivre.

Nous appelons toutes les nations à prendre l'engagement d'entreprendre ce travail d'ici à 2013.

RECOMMANDATIONS POUR L'EXERCICE DE LA « GOUVERNANCE LOCALE DES RISQUES » : PROGRAMME DE TRANSFORMATION

Si la gouvernance locale des risques est indispensable pour accélérer la réduction des risques à l'échelon local, des changements radicaux sont nécessaires pour que cela se réalise de façon systématique à l'échelle voulue et inverser la tendance à la hausse des pertes dues aux catastrophes. Des actions dans chacun des trois aspects centraux de la gouvernance locale des risques constituent un Programme de transformation :

1. AMÉLIORER L'INCLUSION ET LA PARTICIPATION

- Réformes politiques de gouvernance : reconnaître le droit de tous les groupes (hommes, femmes, filles, garçons et jeunes) à participer au processus de prise de décisions et de planification en matière de réduction des risques de catastrophe, par les dispositions politiques, législatives et institutionnelles non seulement sur le papier, mais dans les faits.
- Réformes administratives de gouvernance : adopter des approches de partenariat dans la mise en œuvre des politiques publiques, comme l'évaluation des risques, la planification, l'élaboration d'un budget, la mise en œuvre et le suivi-évaluation.
- Lier les bilans de performance et les incitations, comme la promotion dans les services gouvernementaux, aux résultats accomplis dans la mise en œuvre d'approches de partenariat dans les politiques publiques.
- Décentraliser les systèmes de gouvernance locale des risques aux échelons administratifs locaux appropriés, y compris une délégation claire d'autorité, de responsabilité et de moyens.

2. DÉVELOPPER LES CAPACITÉS ET LES MOYENS LOCAUX

- Entreprendre des évaluations de vulnérabilité/capacité à l'échelon local qui touchent toute la nation, soient périodiques, tiennent compte du climat et fassent participer la société civile et les groupes à haut risque.
- Mettre au point des systèmes de gestion de l'information : collecte, cartographie et

diffusion, relative aux risques locaux, où l'information sera triangulée et recoupée par les informations nationales et régionales. Renforcer les réseaux de partage des connaissances, favoriser les échanges latéraux et verticaux de bonnes pratiques, de leçons apprises, et les liens entre les savoirs autochtones locaux et les connaissances scientifiques.

- Diffuser les connaissances de spécialistes externes, comme les cartes d'inondation et les prévisions météorologiques, sous des formes et dans un langage culturellement appropriés et par l'intermédiaire de médias locaux accessibles.
- Entreprendre des campagnes médiatiques de sensibilisation publique pour favoriser la diffusion large des informations concernant les risques et sensibiliser les citoyens en danger et les principaux groupes de parties prenantes.
- Utiliser la connaissance locale des risques, détenue par les femmes, les filles, les garçons, les jeunes et les hommes, pour renseigner la planification et les décisions d'investissement dans les principaux secteurs de développement, y compris finance et planification, commerce et industrie, transport, énergie, agriculture, environnement, santé, éducation et urbanisme.
- Organiser, en utilisant des approches participatives, les évaluations, le développement et la formation, en matière de capacité institutionnelle, à destination des acteurs, étatiques et non étatiques, dans la réduction des risques de catastrophe.
- Adopter des stratégies financières innovantes, comme les fonds de réduction des risques et d'adaptation communautaire, pour fournir un soutien durable au renforcement de capacité institutionnelle des acteurs locaux.
- Fournir des budgets de programme adéquats respectivement à l'échelon du district ou de la municipalité, pour soutenir les activités de RRC.

3. FAVORISER UNE REDDITION DE COMPTE ET UNE TRANSPARENCE PLUS GRANDES

- Mentionner le droit à l'information concernant les risques et fixer les droits et obligations en matière de réduction des risques dans la politique publique et la réglementation. Les publier régulièrement.
- Vérifier régulièrement les progrès de la réduction des risques de catastrophe,

par des systèmes de suivi, de rapports et de vérification, à l'échelon local, fait par des parties prenantes multiples et faisant participer activement les citoyens et la société civile.

- Fixer, à l'échelon local, des cibles, valeurs, engagements et responsabilités précis et assortis d'un calendrier.
- Concevoir des codes et normes (incluant le secteur informel) pertinents pour la RRC, accompagnés de mécanismes appropriés de contrôle du respect de dispositions et de leur application effective.
- Établir et utiliser des mécanismes transparents de dépôt de plainte, qui soient accessibles au grand public.

MAIS CELA NE CONCERNE PAS SEULEMENT L'ÉCHELON LOCAL...

Si de nombreux aspects de la gouvernance locale des risques dépendent des actions à l'échelon local, les approches communes par des coalitions et des alliances aux échelons national et régional sont nécessaires pour renforcer et soutenir l'activité locale.

- Concevoir des stratégies nationales de mise en œuvre de RRC pour garantir des approches cohérentes et complémentaires, en débloquent des synergies entre les actions et les acteurs différents, surtout à l'échelle locale.
- Renforcer, à tous les échelons, les réseaux et les alliances qui favorisent l'harmonisation, l'échange d'informations, la coordination et les actions conjointes dans la société civile.
- Mettre au point des cadres communs de résilience à l'échelon local, les outils associés et les conseils de mise en œuvre pour l'évaluation, la coordination, la planification, la mise en œuvre et le suivi des risques climatiques et des risques de catastrophe.
- Fixer et utiliser des mécanismes de coordination des ressources qui suscitent un travail en commun entre les secteurs et les programmes, grâce à des coalitions interdisciplinaires et plurisectorielles (p. ex. changement climatique, éradication de la pauvreté, sécurité alimentaire, etc.). Favoriser la coordination entre les ministères exécutifs (p. ex. santé, éducation, agriculture, eau, urbanisme, etc.) pour éviter la compétition pour le financement et pour briser la culture de cloisonnement des gouvernements.



QUE PUIS-JE FAIRE ?

Les appels à une meilleure gouvernance locale des risques ne sont pas nouveaux. Ce n'est pas la première fois que des recommandations ont été faites pour une action à l'échelon local. Les faits, les chiffres, les études de cas et les citations soulignant la nécessité de partenariats, de l'obligation de rendre compte, de la transparence, des investissements dans les capacités et les moyens ont déjà été divulgués...

Alors, comment VFL 2011 conduira-t-il à une transformation ?

Toutes les personnes impliquées dans le programme Vues du front appellent à prendre des engagements à tous les niveaux pour accélérer de façon spectaculaire l'action sur le front, avant 2013.

« Les cadres et les critères sont très importants. Les parties prenantes engagées dans la gestion des catastrophes, et plus particulièrement dans la préparation aux catastrophes, doivent avoir une mission et une vision pour guider leurs efforts, elles ont besoin de formuler des plans à court et à long termes avec un résultat tangible. » *Malaisie: VFL 2011*

Voici l'invitation que nous vous adressons :

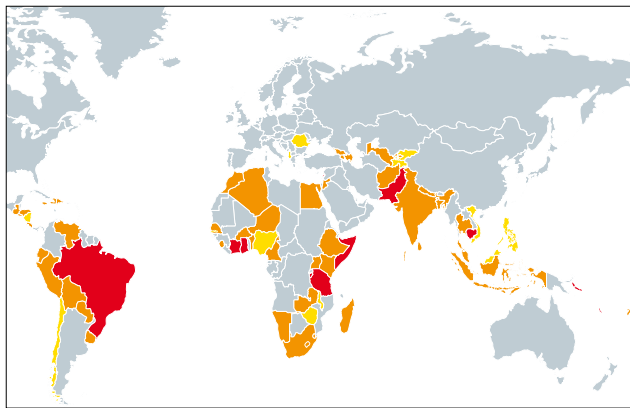
Les progrès à l'échelon local exigent que les gens « se donnent la main » pour travailler ensemble – internationalement, nationalement et localement.

Travailler ensemble nécessite une gouvernance locale efficace des risques ; en commençant par forger des partenariats locaux pour comprendre et cartographier les risques qui menacent la population.

Nous appelons les pays à prendre l'engagement d'entreprendre des programmes participatifs d'évaluation et de cartographie des risques, d'ici à 2013 – avec l'aide d'institutions internationales, des gouvernements nationaux, des administrations locales, des organisations de la société civile, des entreprises privées et des organisations communautaires.

Travailler en partenariat pour attaquer les risques qui ont identifiés est la voie à suivre.

Le rapport VFL 2011 donne des invitations plus détaillées à des engagement à prendre par chacune des parties prenantes. www.globalnetwork-dr.org/VFL2011-04-26



ORGANISATIONS DE COORDINATION RÉGIONALE :

Amérique centrale Concertación Regional para la Gestión de Riesgo, El Salvador **Asie centrale/Europe de l'Est** World Vision International **Afrique/orientale** Development Network of Indigenous Voluntary Associations (DENIVA) **MOAN** Arab Network for Environment and Development- (RAED) **Région Pacifique** Foundation of the Peoples of the South Pacific International (FSP) **Amérique du Sud** Soluciones Prácticas Peru **Asie du Sud** National Society for Earthquake Technology (NSET) **Caucase du Sud** The Regional Environmental Centre for the Caucasus (Armenia, Azerbaijan and Georgia branches) Oxfam UK **Asie du Sud-est** Save the Earth Cambodia **Afrique australe** African Centre for Disaster Studies **Afrique occidentale** Shalom International

ORGANISATIONS DE COORDINATION NATIONALE ET ORGANISATIONS PARTICIPANTES :

Amérique centrale : Costa Rica NCO Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO) FundaOsa. Proyecto: "De la Recuperación al Desarrollo Local Sostenible: Más allá del Terremoto de Cinchona, 2009". Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo- PNUD. **République dominicaine** NCO República Dominicana del Servicio Social de Iglesias Dominicanas, Inc. (SSID) **El Salvador** NCO MESA PERMANENTE PARA LA GESTIÓN DE RIESGOS **Guatemala** NCO Comunidades Cristianas de Apoyo CCApoyo. Asociación de Salud y Desarrollo Comunitario ASDENA. Coordinadora Nacional para la Reducción de Desastres –CONRED. Consorcio de ONG –Sololá. Fundación Guatemala **Haïti** NCO Action Secours Ambulance (A.S.A). Initiative Citoyenne du Nord/Ouest (CINOD) / NorthWest Department **Honduras** NCO Asociación de Organismos no Gubernamentales (ASONG)/Comisión de Acción Social Memoria (CASM). Cuerpo de Bomberos de Honduras Regional Choluteca. Federación de Tribus Cicaques de Honduras (FETRIXH). Fundación Ayuda en Acción. Mancomunidad Mocalampá. Mesa Nacional de Incidencia para la Gestión de Riesgos. Micro Empresa de Turismo de Omoa. Oficina de la Mujer Potrerillos/Cortes. Programa Cristiano de Desarrollo (OCDIH). Organismo de Desarrollo de Área, Vision Mundial. San Matías. Unidad Municipal Ambiental. San Antonio Cortes. Universidad Pedagógica Nacional (Regional Olancha) **Nicaragua** NCO MNGR - Humboldt. Acción Médica Nicaraguense. Asociación de Municipios de Estelí. Asociación de Municipios de Madriz. Asociación Municipios de Nueva Segovia. Asociación Municipios Norte de Chinandega. Catholic Relief Services. Centro de Derechos Humanos ciudadanos y autonómicos del atlántico. Centro de educación para la paz. Centro de Información y Servicios de Asesoría en Salud. Centro Humboldt. Centro Interescolar de Estudios Teológicos y Sociales. Centro Investigaciones y Estudios de la Salud-Universidad Nacional Autónoma de Nic. Centro para la Autonomía y Desarrollo de los Pueblos Indígenas. Centro por la Justicia y Derechos Humanos del atlántico. Cooperativa "SEMILLA NUEVA" RAAN. Federación Luterana Mundial. Programa Centroamérica. Nicaragua. Fundación para la Autonomía y Desarrollo de la Costa Atlántica. Gobierno Territorial de la Región autónoma del Atlántico Norte. Grupo civil de voluntariado (Italiano). Iglesia Morava. Ingenieros Sin Fronteras. Plan International. Nicaragua. Unión de cooperativas de Mujeres Productoras Las Brumas/Comisión Hauirou & Groots Internacional **Asie centrale/Europe de l'Est :** **Albanie** NCO World Vision Albania. Kyrgyzstan NCO ACTED Kyrgyzstan **Roumanie** World Vision Romania. Association Iasi. CBO Cluj. CBO Constanta. CBO Dolj. CBO Ialomița. CBO Iasi. CBO Valcea. DGASPC. Emergency Situation Volunteers. Habitat for Humanity. ISU. Kindergarten 72. Orthodox Archbishop Timisoara. Residential Center for children with disabilities **Tadjikistan** NCO: Mission East. ACTED. FOCUS Humanitarian Assistance. "Nur". "Amal". Red Crescent Society of Tajikistan. **Ouzbékistan** NCO Tashkent Socio-Environmental Union "HAVOT". Institute of studying of a civil society. Fergana Regional Information and Analysis Centre.

Kashkadarya region Information and Analysis Center. Local community Administrations of Tashkent city. Fergana region, Kashkadarya region. Local community administrations of Bostanlik district. Tashkent city and Region Information and Analysis Center. **Afrique orientale :** **Burundi** NCO Youth Strategy for Disaster Reduction. **Uganda** NCO Development Network of Indigenous Voluntary Associations (DENIVA). Bugishu Civil Society Network (BUSINET). Bundibugyo Red Cross Society. Katsiki District Development Actors Network (KADAN). Pader NGO Forum (PNF). Platform for Citizenship and Accountability (PLACA). **Ethiopia** NCO Save the Children Sweden (Ethiopia). Centre for Development Initiative. Facilitators for Change. Gambella Children and Community Development Organization. Handicap National. Plan Ethiopia. Save the Children UK **Kenya** NCO Social Development Network (SODNET). Bunge la Mwananchi. Daraja. Habiba International. International Relief Committee. Kenya Social Watch Forum. Kibera Stum Education Program. Mui Initiative Self Group. Transformative Empowerment and Action Movement (The Team). Youth Reconciliation and awareness Forum **Somalia** NCO CEPID Horn Africa. **Tanzania** NCO Environmental Protection and Management Services (EPMS). Gallilaya Development Association. Kunduchi Sustainable Environmental Development. MWIWIATA **MENA: Algeria** NCO - ASSOCIATION ECOLOGIQUE DE BOUMERDES. AGS. ANPEP. APED. ASPEWIT. Association paroles et écritures. CROISSANT ROUGE (ONG). ENTREPRISE (OSC) - CTC. SONATRACH. Université (laboratoire). **Egypt** NCO- Arab Office for Youth and Environment "AOYE" / Arab Network for Environment and Development "RAED". Al Thema Association for Community Development and Environment Protection. Community Development Association. Environmental Pioneers Organization. Muslim Young Girls Association. The Organization of Environment Preservation. Together Foundation for Development and Environment. Union Federation of Environment. **Jordan** NCO : Land and Human to Advocate Progress (LHAP). Tafleeh Cultural Forum. Kora Friends of Archeology and Anthropology Society. Baytuna Society. Madaba Development Society. Basila Revival and Environment Protection Society **Lebanon** NCO World Vision Lebanon. Bekaa Local Emergency Response and Disaster Management Committee. Lebanese Red Cross. World Vision Volunteers **Morocco** NCO- Association Nour pour le Développement, l'Environnement et l'Alphabétisation. Association El Manal pour l'Animation Féminine, Al-Hoceima **Palestine** NCO: Palestine Wildlife Society. Alqds Open University. The Civil Defense. The Environmental Equality Authority. Eqaba Agriculture Society-Jenin. The Governorate of Jericho and the Rift Valley. The Ministry of Agriculture. The Palestinian Society for the Herbs and the Natural Plants-Jericho. **Région Pacifique :** **Fiji** NCO FSPi. **Solomon Islands** NCO Solomon Islands Development Trust (SIDT). **Vanuatu** NCO Vanuatu Council of Churches (VCC). **Amérique du Sud :** **Bolivie** NCO Soluciones Prácticas Bolivia. CARITAS Boliviana. FAO Bolivia. Fundación Apachita. HelpAge International. ISALP. ITDG Bolivia. Lutheran World Relief. MACOAS (organización originaria). OMS - OPS. Plan Internacional. Proyecto ISA. VIDECI. VISION MUNDIAL **Brazili** NCO Habitat for Humanity Brazil. AGENDA 21 Brasil. APAC - Associação Parense de Apoio às Comunidades Carentes. APAN - Associação Parabanana dos Amigos da Natureza. ARTORCHE - Articulação de Creches e Pré-Escolas Comunitárias de São Gonçalo Associação Ateliê de Ideias. Associação dos Moradores do Vale das Flores. CREB Brasil. CDDH - Centro de Defesa dos Direitos Humanos de Petrópolis. IDEAS - Instituto de Empreendedores Ambientais e Sociais. IVA - Instituto Voluntários em Ação. GAPK - Grupo de Apoio aos Povos Kaiova Guarani **Chile** NCO ACHNU. Agrupación Social y Cultural LA BATUTA de Cauquenes. Asociación Chilena de Municipalidades. Asociación Guías Scouts de Chile. ASONG- Asociación de Organismos No Gubernamentales. Cordillera Corporación Programa Caleta Sur. Cruz Roja Chilena. La Caleta. Organización Mapuche Lafuquene "Identidad Lafuquene" **Ecuador** NCO Plan Internacional Ecuador. AMJUPRE - Asociación de mujeres de las juntas parroquiales rurales del Ecuador. Cruz Roja Ecuatoriana. EIL Ecuador y Fincas Tropicales. FUDELA - Fundación de las Américas para el desarrollo. Funhabit. Fundación ESPOIR. PNUD - Programa de las Naciones Unidas para el desarrollo Ecuador. Save the Children Ecuador

Paraguay NCO: Global Infancia. ADRA Paraguay. Cruz Roja Paraguaya. Oxfam. Mingará. Organización Campesina Región. Concepción - OOCR. Plan Paraguay **Peru** NCO Paz y Esperanza. **Uruguay** NCO: Amigos del Viento meteorología ambiente desarrollo. Agrupamiento Mburucuyá. Centro Aprendizajes y Cuidados Socio Ambientales Cuenca del Plata. Cruz Roja Carmelo. Ecopolis. Mov Scout del Uruguay. Re@ Alumni Uruguay - Programa InWEnt **Venezuela** NCO Centro al Servicio de la Acción Popular (CESAP A.C.). CaracasAsociación Civil El Paragüero. Estado Anzoátegui. Asociación Civil Nuevo Amanecer. Estado Zulia. Asociación Civil Concentroccidente. Estado Lara. Asociación Civil Portachuelo. Estado Aragua. Asociación Civil Unilandes. Estados Mérida y Táchira. Grupo de Reciclaje Everest (GARE). Estado Zulia. Centro de Animación Juvenil (CAJ). Estado Trujillo. Asociación Civil Warao A Ina. Estado Delta Amacuro. **Asie du Sud :** **Afghanistan** NCO Church World Service Pakistan/Afghanistan. Coordination of Humanitarian Assistance. Solidarity for Afghan Families. Norwegian Project Office-RRAA. Afghan Aid. BRAC. Helvetas. Skill Training and Rehabilitation Society. Coordination for Afghan Relief. Afghan Red Cross Society. Cooperation Center for Afghanistan. Afghanistan Center for Training and Development **Bangladesh** NCO Participatory Research and Development Initiatives-PRDI. Action Aid Bangladesh. Free Word Society. Jago Nari. Oxfam GB. Participatory Development Action Program-PDAP. POPI. Shariatpur Development Society-SDS. Shyasta Kalyan Sangstha. SKS Foundation. Young Power in Social Action. **India** NCO Seeds India. ABSK. West Bengal. Amrita. Bihar. Caritas India. Caritas India Bihar Partners. Caritas North East Partners. Cordaid. India. DISA. ELURU CMDRR. Grameen Development Services (GDS). Uttar Pradesh. Gorakhpur Environmental Action Group (GEAG). Guntur Diocese Social Service & Welfare Society. Helpage India. Institute of Development Support. Uttarakhand. Knowledge Links Pvt. Ltd.. MSSS. National Dalit Watch. Rural Uplift Center. SKC. SAHBHAGI SHIKSHAN KENDRA (SKS). Swayam Shikshan Prayog, Tamilnadu. TMSSS. Unnati Trust. Urmul Trust. Visakhapatnam Diocesan social service society **Maldives** NCO Care Society (Maldives). Dhuvafaru CBO. EYDHA. Fuvahmulak Youth and Sports Development Association. Maldivian Red Crescent. Mathiramadho Zvaanunje Jamiyya. Meemu Mulli. Take Care Actdu. **Nepal** NCO NSET. Buthajyoti Bal Udhyan Lower Secondary School. Child Development and Youth Network (CDYN). Cooperative Womens Forum (CWF). Disaster Management Committee. Ward 18. Lalitpur. Disaster Management Committee Ward 18, Kathmandu. Disaster Management Committee Butwal. Disaster Preparedness Network (DPNet). EcoNepal. Himawanti-Nepal. Integrated Community Development Organization (ICDO). Kirtipur Volunteers Society. Nepal Mahila Ekta Samaj. Nepal Red Cross Society **Pakistan** NCO Participatory Development Initiatives (PDI). Balochistan Rural Support Organization. Christian Social Uplift Organization. Community Development Foundation. Community Development Network Organization. Concern Worldwide. Doaba Foundation. Local Government of Districts. National Commission for Human Development. National Disaster Management Authority. Oxfam GB. Pirbhat Women's Development Organization. Provincial Disaster Management Organization. SAHIL Organization. Save the Children. Sindh Rural Support Organization. Social Action Forum. Youth Action Forum. Youth Action Pakistan **Sri Lanka** NCO Practical Action. DWDN and partner organisations (ADFA, DESMICO). FSLCA. HelpAge. Oxfam. Sarvodaya **Caucase du Sud :** **Arménie** NCO REC Caucasus. **Azerbaïjan** NCO Fovgal Association. **Georgia** NCO REC Caucasus. **Asie du Sud-est :** **Cambodia** NCO Save the Earth Cambodia. Action Aid. Action For Development (AFD). Angkor Nonleu Akhphwat (APA). ADIFE. Anakot Kumar (AK). Alliance Action for Rural Restoration (AARR). Cambodian Red Cross. CCD. Concern Worldwide. CHR. Christian Aid (CA). CARE. Danish Church Aid(DCA). Danish Red Cross. Environment Support and Social Development (ESSD). Environmental Protection and Development Organization (EPDO). French Red Cross. Human Resource and Rural Economic Development Organization (HURREDO). KAFDOCC. Khmer Buddhist Association (KBA). Oxfam GB. Muslim Aid. Neary Khmer (NK). Prom Vihear Thor (PVT). Nonleu Kumar (PK). Rural Economic and Agriculture Development Agency (READA). Support Association for Rural Farmers (SARF). Vulnerability & Illiteracy Reduction (VIR) **Indonésie** NCO YAKKUM Emergency Unit (YEU). CD Bethesda Hospital, Plan International Indonesia, Urban Poor Consortium. Siaga. Yayasan Peningkatan dan Pengembangan Surabaya Ummat (YPSU). Rebana Indonesia. World Relief. Fongha. KOGAMI. People Crisis Center. WALHI Nusa Tenggara Timur. WALHI Sulawesi Utara. WALHI Sulawesi Selatan **Malaysia** NCO MERCY Malaysia. With support from the National Security Council **Philippines** NCO Centre for Disaster Preparedness. Action Against Hunger. Buklod Tao. Center for Agrarian Reform , Empowerment and Transformation (CARET). Caritas Manila. Central Bicol State University of Agriculture (CBSUA). Community and Family Services International (CFSI). Cordillera Disaster Relief and Development Services (CORDIS). Daramayan Homeowners Association. Daramayan ng Maranting Pilosopin Api (DAMPA). Empowerment and Re-affirmation of Paternal Abilities (ERPAT). Ecosystems Work for Essential Benefits. Inc. (ECOWEB). GenTwoFifteen Development (GDFI). Marinduque Center for Environmental Concerns (MACEC). Media Group. Outreach Philippines. Philippine Partnership for the Development of Human Resources in Rural Areas (PhilDHRRRA). Partnership of Philippine Support Service Agencies (PHILSSA). Philippine Rural Reconstruction Movement (PRRM). Plan International-Philippines. Ranaw Disaster

Response and Rehabilitation Assistance Center (RRRAR). Save the Children in the Philippines. Tarabang Para sa Bicol (TABI). City Government of Dagupan **Thailand** NCO Sustainable Development Foundation (Central, North and Northeastern Offices). With support from Thai Sea Watch Association **Vietnam** NCO Development Workshop France (DWF). ADPC. CARE. OXFAM. PLAN. SCA Save the Children Alliance. VNRC Vietnamese Red Cross. WFLD **VISION Afrique australe :** **Lesotho** NCO Environmental Care Lesotho Association (ECLA). **Madagascar** NCO CARE International Madagascar. ADRA (Adventist Development and Relief). CRS (Catholic Relief Service). MDM (Médecins du Monde). MEDAIR International Madagascar. SAFFJKM (Sampan'Asa momban'ny Fampandrosoana/ Fiangonana' i Jeso Kristy eto Madagascar) **Malawi** NCO Sustainable Rural Growth and Development Initiative (SRGDI). **Mozambique** NCO Christian Council of Mozambique. Associação Evangélica em Ação. Comité Eclesiástico para o Desenvolvimento Social (CEDES). Conselho Cristão de Moçambique - Tete. Diocese do Niassa - Igreja Anglicana. KUBATSIRANA. Rede Cristã Centro o HIV/SIDA **Namíbia** NCO- University of Namibia. Erunda Rural Water Supply (Northern Region) **South Africa** NCO African Centre for Disaster Studies. **Swaziland** NCO Christians International Swaziland. ACMI. Agriculture and Land use planning. Fire and Emergency Services. Meteorology Department. National Disaster Management Agency. Nhlanguano Worship Centre. Regional Education offices. Siteki Town Council. Women and Development Organization **Zambia** NCO Mulungushi University. CARE International Zambia. Catholic Relief Services. Wildlife Conservation Society of Zambia (Kabwe). World Vision Zambia **Zimbabwe** NCO Action 24. CARE INTERNATIONAL. CARITUS ZIMBABWE. CASS(CENTRE FOR APPLIED SCIENTIFIC STUDIES). DRI(DEVELOPMENT REALITY INSTITUTE). IES (INSTITUTE OF ENVIRONMENTAL STUDIES). OXFAM. PRACTICAL ACTION. SWEDISH COOPERATION. ZERO REGIONAL ENVIRONMENT ORGANISATION. **Afrique occidentale :** **Benin** NCO WAJNER-BENIN. ACTION 21 BENIN. ALI. ASSOCIATION FEMME et VIE. ATP - BOUSSOLE DE LA CIT. CERADID. DHPD. ESPACE et VIE. GADAPP. GLOBAL AID BENIN. NOUVEL ESSOR. OCSEB-BENIN. OPADEB. **Burkina Faso** NCO Réseau MARP. ATAD. DIOBASS. Self Help Africa. SOS Sahel International. SOS Santé et Développement **Cameroun** NCO Geotechnique, Environmental Assessment and Disaster Risk Reduction (GEADIR) . Agriculture and Nature conservation Organisation (ANCO). Center for Development Research (CEDERS). Geo-environmental Management and Disaster Awareness Organization (GEMAD). Le Une des Droits de l'Homme et des Libertés (L8 UDH). Vital Actions for Sustainable Development (AVD) **Ivory Coast** NCO Jeunes Volontaires pour l'environnement (JVE). Association des Scouts Catholiques de Côte d'Ivoire (ASCCI). Club Unesco pour la lutte contre la drogue et les autres pandémies (CLUCCOD). Ecole Instrument de Paix-Côte d'Ivoire (EIP-CI). GEO Planete. Jeunesse Estudiantine Catholique (JEC). Lac développement. Notre Grenier. Touba care **Niger** NCO Réseau de la Jeunesse Nigérienne sur les Changements climatiques section de African Youth Initiative on Climate Change RUNCCOAV/C-Niger. Agir pour Etre Niger. Association de Développement de Quartiers ADO. Association des Jeunes Internautes du Niger AJIN. Association pour la Promotion de la Jeunesse SOS Jeunesse. Coalition Qualité Qualité contre la Vie Chère au Niger CEQ/CVC. Collectif des Organisations de Défense de Droit de l'Homme et de la Démocratie CODDHD . Jeunes Volontaires pour l'Environnement Niger JVE-Niger. Leadership Challenge . Mouvement National pour la Promotion de la Démocratie MNPD. ONG Action et Développement ONG ACDEV . ONG Norma de Kwo Niger. Organisation des Consommateurs du Niger ORCONI **Nigeria** NCO African Youth Movement Nigeria. Akwa Ibom Environmental Society. Akwa Ibom National Environmental Watch and Services. Community Research and Development Organization. Eminence Group. E-Plus Services. Girl Child Network. Global Water Partnership. Nigeria. Government of Benue State, Nigeria. Government of Enugu State, Nigeria. Grassroot Youth Initiative. Great Divine Glory of God Evangelical Ministries International. Hallmark Nigeria Services. Ikono-ni Youth Consultative Assembly. Ikpa Network. Itumbonuso Youth Multipurpose Cooperative Society. Itumbonuso Youth Society. Local Action Initiative. Movement for the Actualization of HYDAPEC. National Emergency Management Agency- NEMA. National Environmental Structure. Nigeria Water Partnership. Nigerian Environmental Society. Nigerian Greens Movement. Nigerian Integrated Water Resources Management Commission. Palmoral Group. Pan African Vision on the Environment. Society for Improvement of Rural People. Unemployed Nigerian Youth Support Group. Urthor Group. Volunteers Development Network **Senegal** NCO Shalom International. Amicale de Jeunes de Enampont. ANCS Senegal. APPRAN Senegal. Bloc Scientifique Dakar . Chorale St Augustine. College Ouakam . Compassion sans Frontières . Ecole Bassene . Ecole Mambouna Diatta Ziguinchor . FASTEF Senegal . IDEN Inspectorate of Education . MALAO Senegal . ONDH Senegal . ONG ASI . PACTE Senegal . Plan Senegal . Service Peche – Ziguinchor. SWAA Senegal . University of Dakar . World Wide Fund for Nature (WWF). YMCA Senegal **Sierra Leone** NCO Plan international. **Gambia** NCO Children for Children Organization (CFCO). ActionAid International The Gambia. Children Advocacy Network (CAN). Children and Community Initiative for Development. Concern Universal The Gambia . Global Unification The Gambia. North Bank Youth Parliament. Redcross Gambia Society. Youth Alliance-The Gambia. Youth Ambassadors of Peace.

Vues du front porte au cœur du débat les voix de ceux qui sur le front – ceux dont la vie et les moyens de subsistance sont affectés par les catastrophes ; le programme repère les étapes clés qu'il faut franchir pour réaliser des progrès réels. L'équipe de VFL, composée de plus de 500 organisations dans le monde, est reconnaissante aux 50 000 personnes qui ont participé aux enquêtes en direct, par des entretiens face-à-face, et à l'enquête pilote utilisant la technologie d'Internet et du téléphone mobile, ainsi qu'à tous ceux qui ont soutenu le programme financièrement ou par d'autres moyens. www.globalnetwork-dr.org



Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes